

Accords Iran-USA : échec étasunien, renforcement iranien provisoire, isolement israélien

Après la guerre et un cessez-le-feu de presque quatre mois, Iraniens et États-Uniens sont parvenus à un accord-cadre de 14 points, dont les aspects techniques et spécifiques sont censés être finalisés dans les 60 prochains jours. Si ces 14 points permettent à l'Iran de sortir provisoirement renforcé de la guerre, ils ne sont pas encore actés, mais doivent



l'être au terme des négociations. En dehors de l'arrêt des combats entre les États-Unis et l'Iran, rien n'est réellement acté, et le gouvernement génocidaire israélien continue ses guerres au Liban et à Gaza. Quatre aspects sont à souligner. D'abord, les États-Unis ont subi un échec, qui constitue de fait une victoire politique pour l'Iran. Ensuite, le cycle enclenché depuis 7 octobre 2023 n'est toujours pas refermé [bout de phrase remonté] et l'État terroriste et génocidaire israélien ainsi que son gouvernement d'extrême droite se retrouvent isolés et fragilisés, avec une défiance diplomatique d'une grande partie de ses alliés traditionnels et un froid dans les relations entre Trump et Netanyahu. De plus, si la défense iranienne a montré ses capacités de résistance et de nuisance aux échelles régionale et internationale, cela cache cependant mal la crise à laquelle fait face le régime. Enfin, cette guerre a placé les États arabes de la région face à leurs fragilités structurelles, en particulier au sujet de leur dépendance aux systèmes de défense étasuniens et, dans une moindre mesure, européens.

Un échec pour l'impérialisme états-unien

Les objectifs de guerre de l'administration Trump n'ont jamais été réellement connus, en dehors de la question du nucléaire : pour le président américain, qui avait quitté unilatéralement le JCPOa (l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien) lors de son premier mandat en 2019, il a toujours été hors de question que l'Iran puisse se doter de l'arme nucléaire. L'enrichissement d'uranium, avec des taux à environ 60 % avant le début de la guerre des douze jours en 2025, faisait de l'Iran un pays « au seuil », c'est-à-dire capable de transformer rapidement ce stock en arme nucléaire. C'est le motif qui a servi de moteur au déclenchement de l'agression en février 2026. L'accord-cadre stipule que l'Iran s'engage « à ne pas disposer d'arme nucléaire » - ce qui avait déjà été formulé en 2017 - mais la question du stock existant n'est pas encore réglée : ce sera probablement le point le plus épineux des négociations à venir et celui susceptible de favoriser une nouvelle guerre.

Les autres aspects importants de l'accord-cadre mentionnent que les États-Unis et l'Iran s'engagent à une non-agression réciproque et à ne pas porter atteinte à leur souveraineté, à la réouverture sans contrepartie du détroit d'Ormuz durant les 60 jours de négociations, au dégel progressif des avoirs iraniens, avec le déblocage d'une première tranche de 12 milliards de dollars, et à l'autorisation d'exportation du pétrole iranien, ce qui signifie des rentrées d'argent immédiates pour l'Iran. L'Iran n'a en revanche rien cédé, même sur le nucléaire, se contenant de répéter comme toujours qu'il n'a pas l'intention de fabriquer la bombe... Il est en outre probable qu'il obtienne le droit de prélever des « frais de service » sur chaque bateau passant par le détroit d'Ormuz, Oman étant logé à la même enseigne pour faire bonne figure. Tous ces points sont des victoires pour l'Iran, dont l'économie, exsangue, menaçait à terme l'équilibre interne déjà fragile du pays. L'élaboration d'un hypothétique plan pour « la réhabilitation et le développement économique de la République islamique », d'un montant de 300 milliards de dollars, s'il est unique en ce sens que l'Iran n'avait aucune perspective de financement extérieur de cette ampleur, révèle cependant l'importance des dégâts infligés au pays par l'agression américano-israélienne.

La guerre de Trump se révèle être un échec, dans la mesure où la guerre-éclair sur laquelle il comptait s'est révélée impossible et la force pure seule n'a permis d'atteindre aucun des objectifs politiques, malgré l'affaiblissement significatif de la direction historique des Gardiens de la Révolution. Certes, ce n'est pas une défaite militaire : les États-Unis n'ont subi quasiment aucun dommage, à part peut-être en termes d'image, et les marchés financiers, cible indirecte de Trump qui a su faire pression sur eux avec ses prises de positions et ses **menaces quotidiennes et contradictoires**, ont été globalement alignés sur ses annonces. Il n'en reste pas moins que l'Iran sort *politiquement* renforcé de cette guerre, dont il est donc bien le vainqueur, en tout cas à ce stade. De plus, Trump est considérablement affaibli, tant au niveau international (il n'a plus de crédibilité et même sa puissance est relativisée) qu'au niveau national (une partie de sa base électorale ne lui pardonne pas d'avoir causé une nouvelle guerre, et encore moins son échec).

La fuite en avant et l'isolement de l'État d'Israël

Depuis le 7 octobre 2023 et la guerre génocidaire contre Gaza, presque tout le Moyen-Orient est devenu un front pour Israël. Avec deux guerres contre l'Iran, l'accaparement du Golan syrien et l'éradication des infrastructures militaires syriennes, d'une partie de Gaza, d'une partie du sud Liban et la destruction de la quasi-totalité du bâti dans ses espaces frontaliers, Israël s'est jeté dans une fuite en avant meurtrière, au prix d'un isolement diplomatique international. Les négociations entre l'Iran et les États-Unis l'on relégué au rang d'observateur jusqu'à lui imposer le retrait du Liban, malgré la présence toujours active du Hezbollah. Même si les États-Unis et Trump en particulier ont mis la pression à Netanyahu (comme cela avait déjà été le cas en 2025) pour qu'il recule et se désengage du Liban, il a refusé, maintenant sa présence dans et au-delà de la « ligne jaune » et continuant ses attaques.

Cela montre un élément essentiel : Israël, bien que relais des intérêts états-uniens au Moyen-Orient, s'autonomise de plus en plus de son parrain, quitte à engager une épreuve de force avec lui. Trump, qui a soutenu la mise en place des **Accords d'Abraham pour permettre aux États-Unis de se désengager de la région**, se trouve face à une situation inextricable : l'extrême droite coloniale israélienne, qui veut reconstruire le mythique royaume de Judée (le « Grand Israël »), ne se laisse pas dicter sa politique par une puissance extérieure. Les Accords d'Abraham sont pour Israël un moyen de s'émanciper en partie de la tutelle états-unienne, en diversifiant ses approvisionnements, en exportant ses savoir-faire et ses technologies (en particulier militaires, sécuritaires et de pointe dans les secteurs de la chimie et de la médecine) ainsi que ses ressources (en particulier le gaz des gisements méditerranéens, par ailleurs extorqué depuis les zones maritimes libanaises) et ses capitaux. Israël cherche à s'intégrer dans de nouveaux réseaux de transit grâce à sa coopération avec plusieurs pays arabes et occidentaux, comme des chaînes logistiques régionales reliant la Méditerranée orientale au Golfe, avec des projets de coopération portuaire, de transport maritime et de connectivité numérique. Dès lors, malgré le besoin essentiel du soutien états-unien, Israël affirme son autonomie stratégique.

Cependant, en guerre totale depuis près de 3 ans, le pays est dans une situation critique, sans perspective au-delà de l'accaparement et la destruction. Les élections qui se profilent, si elles peuvent être fatales pour Netanyahu, ne porteront pas pour autant un gouvernement qui mettra en œuvre la désescalade. Au contraire, il est probable que les franges les plus radicales s'emparent du pouvoir dans le but d'accentuer la conquête et les massacres.

L'Iran provisoirement renforcé mais structurellement en crise

Certes, la défense iranienne a su faire une démonstration de force en tenant tête à la première puissance militaire mondiale et à l'armée israélienne, ce qui a permis une victoire politique de l'Iran. Préparé depuis des décennies, cet affrontement a montré que le régime iranien, contrairement aux autres pays de la région, a su mettre en place les éléments centraux de la guerre hybride, articulant technologies à bas coûts et résilience dans la défense. Pourtant, il faut considérer la situation concrète en Iran : le montant de la reconstruction est estimé, à bas mots, à plus de 300 milliards de dollars. Ce chiffre montre d'abord que l'infrastructure militaire mais surtout industrielle de l'Iran a été profondément détériorée (en comparaison, pendant 4 ans d'une guerre d'attrition particulièrement destructrice, le montant estimé par les Nations Unies pour la reconstruction de l'Ukraine se chiffre à plus de 500 milliards de dollars). En ce sens, on peut considérer que ces destructions – industrielles, technologiques, scientifiques, logistiques et même médicales, éducatives et résidentielles –, si elles n'ont pas contraint l'Iran à capituler, l'ont cependant obligé à négocier pour éviter une deuxième phase qui aurait visé ses infrastructures civiles telles que les centrales électriques, les centres de traitement des eaux, les barrages ou encore les ponts et les axes logistiques.

L'économie du pays est au bord du gouffre, avec une inflation à plus de 100 % sur les

produits alimentaires de base. Des millions de travailleur/se.s sont au chômage – tant à cause des bombardements qu'en raison de la coupure d'Internet pendant plus de 3 mois à l'initiative du pouvoir iranien, dont dépendaient plus 10 millions de personnes pour leur emploi – et dans une immense précarité. Parmi les demandes d'assurance chômage enregistrées durant les quarante premiers jours de guerre, près d'un tiers provenaient de femmes ; un chiffre qui, compte tenu de leur faible taux d'emploi formel, révèle leur surreprésentation parmi les personnes contraintes de quitter le marché du travail. Dans ce contexte, le licenciement devient une arme de contrôle et de domination. Dans l'industrie pétrolière iranienne, la part des travailleurs non permanents et contractuels est estimée entre 55 et 70%, et dans certains secteurs jusqu'à environ 75% (**selon que l'on compte les employé.e.s dépendant du ministère du Pétrole ou ceux de l'ensemble de la chaîne du pétrole, du gaz, du forage, de la pétrochimie, des sous-traitants et des travaux par projet**).

De plus, si le prestige de l'Iran peut sortir grandi de la guerre, cela ne saurait compenser l'affaiblissement considérable de son poids dans la région depuis 2023, puisque ses alliés locaux de l'« Axe de la résistance » ont été décimés (Hamis, régime de Bachar el-Assad) ou sont considérablement affaiblis (Hezbollah, Houthis...).

Sur le plan interne, la guerre a renforcé le corps des Gardiens de la Révolution : organisation parasitaire et contre-révolutionnaire, constituée immédiatement dans la foulée de la révolution islamique de 1979, elle est progressivement devenue un État dans l'État avant d'être aujourd'hui presque exclusivement à la tête de l'État. À moins d'une crise politique au cœur de l'appareil d'État et d'une lutte pour la redistribution du pouvoir, les Gardiens de la Révolution vont réussir à conserver le pouvoir, en éloignant d'un côté les religieux et de l'autre les représentants de la frange « modérée ». L'état de délabrement profond du pays va renforcer leur pouvoir : s'ils contrôlent déjà à la fois la défense extérieure, la sécurité intérieure et les entreprises d'extraction des matières premières et principales sources de plus-value, l'accord pour l'exportation du pétrole iranien et la levée possible des sanctions va faire affluer des milliards de dollars dans le pays. En captant cet argent frais, ils seront en capacité de le redistribuer directement, de façon clientéliste. Cette redistribution, déjà pratiquée depuis 1979, qui garantit au régime des appuis, permet d'un autre côté d'encadrer la population et de réprimer les opposant.e.s : les massacres de janvier 2026 (plus de 30 000 assassinats) ont été perpétrés avant la guerre et ont continué avec au moins 4000 exécutions depuis février. La guerre approfondit l'autoritarisme, dans une situation où la classe ouvrière, la jeunesse et les forces vives des luttes sociales se retrouvent sans emploi, sans ressources et sans perspectives politiques.

Crise existentielle pour les États arabes

En septembre 2025, quelques mois après « la guerre des douze jours », l'Arabie Saoudite et le Pakistan avaient signé un « accord stratégique de défense mutuel », plaçant le royaume saoudien sous le parapluie nucléaire pakistanais. Cet accord stipulait que « toute agression contre l'un des deux pays sera considérée comme une

agression contre les deux ». Pourtant, en réponse à l'agression américano-israélienne, l'Iran a visé et frappé à plusieurs reprises le royaume, en visant soit des intérêts états-uniens, soit même des infrastructures saoudiennes, en particulier pétrolières. Le Pakistan a déployé une diplomatie active visant à contenir l'escalade, sans jamais intervenir militairement, même auprès de son allié.

La défense iranienne a montré les failles structurelles des pays du Golfe, en particulier celles des pétromonarchies. En effet, elles n'ont pas été capables de se défendre seules et se retrouvent coincées entre leurs besoins fondamentaux d'accords de sécurité et leur désir d'affirmation de puissance. Si les relations et les intérêts des États du Golfe ne sont pas alignés, voire conflictuels (par exemple entre l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis), la guerre a fragilisé leur image internationale d'un sorte de havre de paix prospère et dynamique. Le « mirage Dubaï » s'en retrouve durablement affecté. De plus, l'affirmation de l'hégémon israélien empêche pour l'instant l'élargissement des Accords d'Abraham, tandis que la question libanaise n'est toujours pas pacifiée, malgré l'investissement de moyens importants de la part de l'Arabie saoudite et du Qatar. Pour résumer, ces États sont dans une crise qui ne peut pas se refermer de sitôt, coincés entre l'affirmation de deux puissances antagoniques : Israël et l'Iran.

Si l'arrêt des combats entre l'Iran et les États-Unis est une bonne chose, en particulier pour les populations et les peuples directement concernés, il ne s'agit pas d'une résolution durable du conflit. Non seulement Israël continue de bombarder le Liban, sans se sentir lié par cet accord entre l'Iran et les États-Unis, mais cet accord pourrait même exacerber de nouveau les tensions, soit directement soit indirectement, et continuer d'approfondir la crise dans la région. Il est difficile de connaître l'état d'esprit réel des peuples et des populations : s'il est évident que la fin de la guerre contre l'Iran (mais ni au Liban, ni à Gaza, ni en Cisjordanie) est une bouffée d'air, leur situation s'est considérablement dégradée. Il est difficile de considérer que l'échec états-unien donnera immédiatement de l'énergie aux travailleur/se.s et aux populations pour se mobiliser contre leurs pouvoirs autoritaires. C'est pourtant leur intervention qui, si elle se dote d'un programme révolutionnaire, pourra seule changer réellement le cours des choses...

Louison Beaubet, le 24 juin 2026